

VIVE LA RÉSISTANCE SOCIALE CONTRE SARKOZY !
À BAS LA TRAHISON DES LUTTES ! AUTO-ORGANISONS-NOUS !
LES ÉTUDIANTS ET LYCÉENS PEUVENT ENCORE GAGNER :
LES SYNDICATS DE PERSONNELS DOIVENT APPELER À LA GRÈVE !

Sept mois après l'élection de Sarkozy, les travailleurs et les jeunes montrent qu'ils ne sont pas prêts à subir sans combattre une politique tout entière dictée par le patronat et le MEDEF. Depuis le 18/10, la résistance sociale massive a commencé, mais elle se heurte à la politique de collaboration de classe des principales directions syndicales : celles-ci préfèrent « négocier » les reculs sociaux avec le gouvernement plutôt que de construire le rapport de force nécessaire pour le mettre en échec, c'est-à-dire la grève interprofessionnelle bloquant l'activité du pays. Sans parler du PS qui soutient sur le fond les « réformes » de Sarkozy, et du PCF davantage préoccupé par ses accords avec le PS pour les municipales de 2008 que par la construction d'une mobilisation victorieuse contre Sarkozy.

Par leur grève de 10 jours, les cheminots et agents de la RATP ont prouvé leur capacité à lutter avec détermination pour la défense des acquis. Ce faisant, ils ont agi en tant qu'avant-garde consciente de toute la classe ouvrière, qui refuse l'allongement de la durée de cotisation pour la retraite et exige le retour aux 37,5 pour tous, le droit à la retraite à 60 ans à taux plein et son abaissement à 55 ans pour les travaux pénibles. Seule la trahison des principales directions syndicales (non seulement de la CFDT, mais aussi de la CGT, avec le soutien total du PS et du PCF) a permis au gouvernement de trouver une porte de sortie en organisant de prétendues « négociations ». Pourtant, les salariés des régimes spéciaux refusent les bases mêmes de la « réforme » (allongement à 40 annuités de la durée de cotisation, décotes ruineuses pour ceux qui ne les atteindraient pas, indexation des pensions sur les prix...). Cette « réforme » n'est donc pas négociable et la décision des directions syndicales de faire arrêter la grève au lieu d'aller jusqu'au bout est un coup de poignard dans le dos de toute la classe ouvrière.

Par leur grève massive le 20/11, les fonctionnaires et certains secteurs du privé ont prouvé eux aussi leur disponibilité pour répondre aux appels des syndicats. Tous ceux qui se sont mobilisés attendent maintenant une suite, mais les principales directions syndicales la refusent, préférant se soumettre elles aussi au calendrier de prétendues « négociations » avec le gouvernement et reportant d'ailleurs aux calendes grecques la nouvelle « journée d'action » qu'elles avaient annoncée.

Par leur grève qui dure depuis six semaines, bloquant jusqu'à une cinquantaine d'universités fin novembre et encore une trentaine aujourd'hui, les étudiants font preuve d'une détermination admirable. Leur courage est d'autant plus héroïque que, s'ils sont rejoints de plus en plus massivement par les lycéens, ils restent isolés des salariés et se heurtent à un déluge de mensonges médiatiques et de répression policière. Mais, là encore, c'est la politique des directions syndicales qui est la principale responsable de l'isolement : après avoir approuvé la loi LRU, l'UNEF a fait semblant de soutenir la mobilisation, partie malgré elle, uniquement pour tenter de la contrôler (d'ailleurs en vain)... avant de la trahir en utilisant son poids médiatique pour discréditer la Coordination nationale et appeler à la levée des blocages. D'autre part, les directions des principaux syndicats d'enseignants et de personnels se prononcent en parole pour l'abrogation de la loi LRU, mais refusent d'appeler à la grève et même de soutenir le blocage des universités ! Pourtant, la grève reconductible des enseignants et personnels dans certaines universités (Toulouse-le-Mirail, Lille-I, Paris-III, Paris-VIII, Marseille-Saint-Charles, Reims...) montre qu'un véritable appel des syndicats à la grève jusqu'au retrait de la loi serait massivement suivi et permettrait de créer un rapport de force décisif. De plus, un tel appel à la grève devrait s'accompagner de l'organisation d'une puissante manifestation nationale pour gagner le soutien des salariés d'autres secteurs et placer les grévistes sous la protection de l'opinion publique ouvrière. Enfin, un tel appel à la grève constituerait un exemple à suivre pour tous les salariés, à commencer par ceux des régimes spéciaux, qui n'auraient plus le sentiment d'être isolés, et par ceux de la Fonction publique, qui attendent une suite au 20 novembre.

C'est pourquoi il faut poursuivre partout la grève et le blocage et exiger que l'ensemble des syndicats de l'enseignement supérieur appellent à la grève jusqu'au retrait de la loi. Il faut exiger des fédérations et confédérations qu'elles fassent pression sur le gouvernement en soutenant la grève et en développant le soutien des salariés. Il faut se battre pour que les AG, la Coordination nationale et les syndicats de lutte se prononcent en ce sens et organisent des délégations massives de grévistes aux sièges des syndicats pour porter ces exigences.

D'autre part, les syndicalistes de lutte sont invités à préparer le **Forum du syndicalisme de classe et de masse** qui aura lieu le samedi 12 janvier à Paris, à l'appel de syndicats et collectifs de militants syndicaux de lutte de classe, dont le CILCA (cf. <http://courantintersyndical.free.fr>). Il s'agit de se rassembler au-delà des diverses sensibilités pour tirer ensemble les leçons des mobilisations de l'automne et avancer vers la reconstruction du syndicalisme de classe.

Enfin, il est nécessaire que les travailleurs et les jeunes s'organisent politiquement et participent notamment aux discussions en vue d'un « nouveau parti anticapitaliste », en y défendant fermement le programme de la révolution ouvrière socialiste. Pour sa part, le Groupe CRI combat pour une organisation politique clairement communiste et révolutionnaire, une organisation défendant ouvertement le programme d'un gouvernement des travailleurs eux-mêmes, une organisation capable d'intervenir concrètement dans la lutte de classe, contre la collaboration de classe et l'attentisme, pour l'auto-organisation des travailleurs et la construction de toutes les structures démocratiques nécessaires à la mobilisation interprofessionnelle pour vaincre Sarkozy, vers la grève générale.